



## Citoyens Guinéens de la Diaspora en France

Ivry-sur-Seine, le 25 novembre 2020

Mesdames, Messieurs,

Tout en m'excusant de mon retard, permettez-moi de vous répondre en vous exprimant tout d'abord ma préoccupation sur la situation actuelle de la Guinée, votre pays d'origine, ainsi que ma solidarité avec les aspirations légitimes du peuple guinéen que vous représentez dans la diaspora en France.

Depuis votre courriel, rédigé dix jours après l'élection présidentielle du 18 octobre 2020, la Guinée est entrée de toute évidence dans une crise encore plus profonde. Les dizaines de personnes tuées dans des violences post-électorales se sont ajoutées au décompte macabre des centaines de morts et de blessés depuis le début de la contestation contre un troisième mandat du président Alpha Condé il y a près de vingt mois. Peu après la création du Front National pour la Défense de la Constitution, au printemps 2019, ses représentants, peut-être vous-mêmes, avaient rencontré au siège du Parti socialiste mon collaborateur en charge des questions internationales afin de nous alerter sur la situation de tensions extrêmes en Guinée alors que les intentions du président guinéen n'étaient pas encore clarifiées.

Il y a un an j'avais écrit, au nom du Parti socialiste, à la direction du parti présidentiel, le Rassemblement du Peuple de Guinée, afin de demander des explications sur cette situation. Je soulignais alors que cette situation était susceptible de rompre définitivement la relation entre nos deux partis, relation par ailleurs distendue déjà depuis des années bien qu'ils soient membres de l'Internationale socialiste. Je considère donc que l'absence de réponse à mon courrier constitue une rupture de cette relation.

Ainsi, ce que je regrette profondément, c'est que l'accession au pouvoir par les urnes de M. Alpha Condé il y a dix ans n'a pas apporté la promesse de la consolidation de la démocratie. D'autre part, ce que vous m'indiquez sur le caractère communautaire de la campagne électorale constitue même une trahison de l'engagement pour un pays moins polarisé et une démocratie réelle et apaisée. Dans ce contexte, l'incarcération de plusieurs figures majeures de l'opposition est une autre source d'inquiétude.

Aussi, dans ce contexte, je partage avec vous nos vives préoccupations sur l'impasse actuelle, dont je mesure mal l'impact que pourraient avoir sur elle les tentatives actuelles de médiations régionales et onusiennes. Comme je prends bonne note de votre souhait pour un débat parlementaire afin d'inviter la France à être plus active pour résoudre la crise, je m'engage à étudier la meilleure manière d'agir de notre côté compte tenu de nos possibilités institutionnelles, et vous tiendrai informés.

Cordialement,

Olivier FAURE  
Premier secrétaire du Parti socialiste